



**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION,
DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES**

Direction : DPEI
Sous-direction : SDEPA
Bureau des industries des viandes

Adresse :
3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Suivi par : Pierre LECOULS
Tél : 01.49.55.45.35 / Fax : 01.49.55.49.25
Mel : pierre.lecouls@agriculture.gouv.fr
Réf. Interne :
Réf. Classement :

Direction : DGAL
Sous-direction : SDSPA
Bureau de la pharmacie vétérinaire et de l'alimentation animale
Adresse :
251, rue de Vaugirard 75732 Paris cedex 15


Suivi par : Charles MARTINS-FERREIRA
Tél : 01.49.55.58.73 / Fax : 01.49.55.43.98
Mel : charles.martins-ferreira@agriculture.gouv.fr
Réf. Interne :
Réf. Classement :

CIRCULAIRE
DPEI/SPM/SDEPA/C2003-4014
DGAL/SDSPA/C2003-8005
Date : 07 AVRIL 2003

Mise en application : Immédiate

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation,
de la pêche et des affaires rurales
à

Monsieur le Préfet de la région Ile de France
Messieurs les Préfets de régions
Madame et Messieurs les Préfets de zone de défense
Mesdames et Messieurs les Préfets de départements

 **Nombre d'annexes :** 7

Objet : Aides aux entreprises concernées par la suspension de l'utilisation des farines d'origine animale dans l'alimentation des animaux.

Bases juridiques : Décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002 relatif aux mesures d'aides financières aux entreprises intervenant dans la destruction de certains déchets et sous-produits des industries des viandes et des produits de la mer et d'eau douce et arrêtés d'application du 18 octobre 2002 fixant les barèmes et les modalités d'attribution des mesures d'aides financières aux entreprises intervenant dans la destruction de certains déchets et sous-produits des industries des viandes.

Résumé : Circulaire d'application du décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002 et des deux arrêtés d'application du 18 octobre 2002 relatifs aux mesures d'aides financières aux entreprises intervenant dans la destruction de certains déchets d'origine animale provenant des industries des viandes et des produits de la mer et d'eau douce.

Mots-clés : farines animales, aides financières.

La présente circulaire annule et remplace :

la note pour les préfets du 29 octobre 2002 pour l'application du décret n° 1273-2002 ;
la lettre aux préfets de régions du 14 octobre 2002 relative aux réquisitions ;

les circulaires interministérielles DPEI/SDPA/C2000-4048 du 6 décembre 2000, ATE/C/0090401C du 15 novembre 2000 ;
les circulaires DPEI/SDEPA/C2001-4031 du 18 mai 2001 et DPEI/SDEPA/C2001-4006 du 20 février 2001.

Destinataires	
Pour exécution :	Pour information :
M. le Préfet de la région Ile de France Mme et MM. les Préfets de zone de défense Mmes et MM. les Préfets de département Mmes et MM. les DRAF, DDAF, DDSV M. le Directeur général du CNASEA	M. le Chef de la mission interministérielle pour l'élimination des farines animales M. le Chef de la brigade d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires M. le Directeur de la prévention des pollutions et des risques du Ministère de l'écologie et du développement durable

La présente circulaire précise les modalités de mise en œuvre du dispositif d'aide à l'élimination des déchets des industries des viandes institué par le décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002.

L'instruction des demandes d'aides des opérateurs **est transférée** des services déconcentrés du MAAPAR **vers les services du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA)**. Le CNASEA devient ordonnateur et payeur. A ce titre, les services du CNASEA sont chargés d'attester les opérations ouvrant droit au bénéfice des aides et d'assurer le paiement et la liquidation desdites aides.

Le stockage public des farines animales dont l'incinération est différée, y compris leur transport du lieu de production vers les lieux de stockage et leur manutention ou leur conditionnement relèvent de marchés publics dont les personnes responsables des marchés demeurent les préfets de région. Le CNASEA assure le paiement des prestations afférentes à ces marchés.

La circulaire comprend deux parties:

La première partie traite :

- du **dispositif d'aides** à l'élimination des déchets carnés et sous-produits des industries de la viande sous forme brute ou transformée en farines animales, instituées par le décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002 ;
- des **procédures** d'instruction des demandes d'aides et de la répartition des attributions entre les services déconcentrés du Ministère et les services du CNASEA ;
- des **modalités de suivi et de contrôle** du dispositif.

La deuxième partie traite du **stockage public** des farines dont l'incinération est différée.

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

AIDES A L'ELIMINATION DES DECHETS CARNES

Chapitre I : Dispositif d'aides

1 – Contexte

2 – Principes généraux introduits par le décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002

- 2.1 – Aide à la production de graisses animales
- 2.2 – Aide à la production de farines animales
- 2.3 – Aide à l'incinération des farines animales
- 2.4 – Aide à la destruction des déchets crus
- 2.5 – Dégressivité des aides
- 2.6 – Aides conjoncturelles
- 2.7 – Fiscalité

Chapitre II : Procédures d'instruction des demandes d'aides

1 – Constitution du dossier de demande d'aides

2 – Pièces documentaires

- 2.1 – Demande d'aides
- 2.2 – Documents d'accompagnement
- 2.3 – Factures acquittées
- 2.4 – Documents à fournir dans le cas où le poids des farines éligibles n'est pas mesuré mais estimé

3 – Instruction des demandes d'aides

- 3.1 – Barèmes d'aides applicables à l'entrée en vigueur du décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002
- 3.2 – Délais de mise en œuvre des BSDI
- 3.3 – Procédure applicable lors des changements des barèmes d'aides
- 3.4 - Traitement des factures acquittées
- 3.5 – Mandat (procuration pour le dépôt de la demande d'aide et son encaissement)

4 – Décision d'attribution de l'aide

Chapitre III : Contrôles

1 – Contrôles de conformité

2 – Contrôles de cohérence

3 - Contrôles sur site

- 3-1- Contrôles aléatoires
- 3-2- Enquêtes ciblées

4-Mesures correctives

Chapitre VI : Suivi

1 – Données

2 – Présentation et diffusion des données

DEUXIEME PARTIE

TRANSPORT ET ENTREPOSAGE PUBLIC DES FARINES ANIMALES

1- Bases réglementaires régissant les relations entre l'Etat et les prestataires

1.1 - Stockage public

1.2 - Déstockage

2 - Mise en conformité avec le Code des marchés publics

2.1 - Transport

2.2 - Location d'entrepôts

PREMIERE PARTIE

AIDES A L'ELIMINATION DES DECHETS CARNES

CHAPITRE I : DISPOSITIF D'AIDES

1 – Contexte

Des aides aux entreprises affectées par la suspension de l'utilisation des farines et des graisses d'origine animale dans l'alimentation des animaux introduite par l'arrêté du 14 novembre 2000 ont été mises en place par décret n° 2000-1166 du 1^{er} décembre 2000. Ce décret comprenait une mesure indemnitaire au bénéfice des entreprises productrices de certaines farines et graisses animales. Il a été modifié par décret n° 2001-231 du 16 mars 2001 et par décret n°2001-723 du 31 juillet 2001.

Ces textes fixaient le montant des indemnités au bénéfice des entreprises de traitement des déchets des industries de la viande au prorata des quantités de farines et de graisses produites ou des quantités de matières crues directement détruites. Une majoration des indemnités était prévue lorsque l'entreprise bénéficiaire prenait en charge l'incinération. Des indemnités complémentaires étaient également prévues pour accompagner les mesures communautaires de gestion des marchés de la viande bovine.

Le barème des indemnités a été réduit successivement. Il était fixé, depuis le 1^{er} janvier 2002, à 185 €/t de farines produites et à 262 €/t lorsque ces farines étaient détruites à la charge du producteur de farines, 150 €/t de graisses produites et 100 €/t de déchets crus détruits.

Ces aides dégressives aux entreprises de traitement des déchets animaux contribuaient à accompagner les industries des viandes en vue de la prise en charge progressive des coûts du traitement des déchets qu'elles génèrent.

Le décret n°2002-1273 du 18 octobre 2002 abroge le décret modifié du 1^{er} décembre 2000 et les arrêtés d'application modifient le dispositif de la façon suivante :

- **l'aide à la production de graisses est supprimée ;**
- **les aides à la production de farines animales ainsi qu'à l'élimination directe des déchets carnés crus sont graduellement réduites ;**
- **une différence de 40 €/t entre l'aide à la production des farines offertes au stockage public et l'aide à la production des farines destinées à l'incinération immédiate est introduite ;**
- **une aide est versée aux entreprises effectuant l'incinération des farines animales ;**
- **les entreprises productrices de farines de poissons non conformes bénéficient à titre transitoire des aides. Ce point fait l'objet d'une instruction particulière adressée aux seuls départements côtiers concernés.**

2 - Principes généraux introduits par le décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002

Les indemnités antérieures sont abrogées. Un nouveau régime d'aides est institué par décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002. Les barèmes d'aides et les modalités d'application du décret sont fixés par deux arrêtés interministériels du 18 octobre 2002.

Il est désormais fait référence à des **aides financières non soumises à la TVA**, en remplacement du régime indemnitaire antérieur.

Les éléments à retenir sont les suivants :

2.1 - Aide à la production de graisses animales

L'aide à la production de graisses est abrogée.

En effet, ce sous-produit est aisément valorisable comme combustible, comme matière première (en lipochimie par exemple) ou dans l'alimentation des animaux de compagnie.

2.2 - Aide à la production de farines animales

Les farines prises en compte sont issues du traitement des déchets et sous-produits des industries des viandes des filières volailles et lapins, ruminants et porcins.

Les farines faisant l'objet d'une quelconque forme de valorisation, qu'elle soit alimentaire, agricole ou non, ne sont pas éligibles aux aides. La valorisation énergétique est assimilée à la destruction par incinération au sens de la présente circulaire. Elle est donc compatible avec les aides.

Le barème de l'aide à la production de farines en vue de leur incinération sans stockage public est majoré de 40 €/t par rapport au barème de l'aide à la production de farines entreposée dans un lieu de stockage public.

Cette mesure vise à inciter financièrement les opérateurs à saturer des capacités d'incinération industrielles plus éloignées des gisements de farines, tant en France qu'à l'étranger, au détriment du stockage public. Toute capacité d'incinération dont le coût, transport et manutention compris, n'excède pas 117 €/t (77+40 €/t) a désormais vocation à être mobilisée par les entreprises productrices de farines animales

2.3 - Aide à l'incinération des farines animales

L'aide dégressive à l'incinération des farines animales est désormais directement versée aux industriels de ce secteur (cimenteries ou autres) et non plus aux producteurs de farines.

Cette mesure est rendue nécessaire pour sécuriser le paiement des aides à l'incinération, ces mêmes entreprises étant par ailleurs rétribuées pour l'incinération des farines animales issues du service public de l'équarrissage.

2.4 - Aide à la destruction des déchets crus

L'aide à la destruction des déchets crus est versée aux entreprises détruisant les déchets et sous-produits des industries des viandes sans produire de farines, ou produisant et détruisant des farines sans rupture de charge.

2-5. Dégressivité des aides

Le barème des aides dégressives en 2003 est le suivant :

farines	aides à la production des farines de viande €/t de farines		
	jusqu'au 28 février 2003	du 1 ^{er} mars au 31 août 2003	à compter du 1 ^{er} septembre 2003
incinérées	185	100	40
stockées	145	60	0

activités	aides à la destruction thermique €/t de matière
incinération des farines animales	77
destruction des déchets crus sans passer par la production de farines animales	46

2.6 - Aides conjoncturelles

Les aides conjoncturelles accompagnant les dispositifs communautaires de gestion du marché de la viande bovine (achat destruction et achat spécial), les indemnisations de stocks de produits contenant des farines et graisses animales au 17 novembre 2000 et les stocks de produits contenant des matériels à risque spécifiés, désormais arrivées à échéance, ne sont pas reconduites.

2.7 - Fiscalité

Les mesures d'aides financières destinées à la production et à la destruction immédiate des farines et à la destruction des déchets crus ne sauraient être considérées comme le remboursement de prestations effectuées dans le cadre d'une commande publique. A ce titre, ces aides ne sont pas soumises à la TVA (par contre, les prestations de transport et de location d'entrepôts pour le stockage public des farines dont la destruction est différée relèvent de marchés publics et sont soumises à la TVA).

CHAPITRE II : PROCEDURES D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AIDES

Le circuit d'instruction des demandes d'aides qui reposait jusqu'à présent sur l'attestation documentaire par le Directeur départemental des services vétérinaires (DDSV) de la réalisation des opérations ouvrant droit au bénéfice des aides avant transmission au CNASEA est modifié.

Conformément à l'article 4 du décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002, le CNASEA est chargé de l'instruction des demandes de versement d'aides instituées par le décret précité. Il procède à l'ordonnancement et au paiement des aides.

Les demandes d'aide sont adressées au délégué régional du CNASEA compétent pour le département d'implantation de l'établissement ayant réalisé les prestations ouvrant droit aux aides (voir la liste des délégations régionales du CNASEA en annexe I). Pour

les prestations réalisées à l'étranger, la délégation régionale compétente est celle qui relève du département d'implantation de l'établissement producteur des farines animales ou, le cas échéant, du département du lieu d'expédition (lorsque les farines subissent des traitements ultérieurs dans d'autres sites industriels : stérilisation, mélange, conditionnement...).

Le délégué régional du CNASEA assure l'instruction documentaire des demandes d'aide. Il en vérifie notamment la conformité, il effectue la saisie des données nécessaires au paiement des aides et des données permettant le suivi du dispositif (voir chapitre IV) et il procède au contrôle de cohérence des données (voir chapitre III) par des comparaisons avec d'autres sources d'information, notamment celles qui lui sont transmises par les services de l'Etat.

Pour des raisons de simplification administrative, il ne peut être déposé plus de deux nouvelles demandes d'aides par mois.

Recevabilité de la demande :

- toute demande d'aide non conforme ou incomplète est rejetée,
- toute pièce (ou sa copie) illisible conduit au rejet de la demande.

1 - Constitution du dossier de demande d'aides

Toute demande d'aide doit impérativement comporter les pièces suivantes :

- Aide à la production des farines animales
 - le formulaire de demande d'aide original, conforme au modèle figurant en annexe II, muni d'un n° d'ordre, comprenant un relevé des tonnages de farines concernés, la mention des établissements de destination et les dates d'expédition ;
 - les copies des documents d'accompagnement dûment complétés et visés (cf.§ 2.2) ;
 - les copies des tickets de pesée au départ ;
 - les copies des factures d'élimination des farines avec la mention originale « acquittée » ou des attestations en cas de non-facturation (cf. § 2.3).
- Aide à l'incinération des farines animales
 - le formulaire de demande d'aide original conforme à l'un des modèles figurant en annexe III muni d'un n° d'ordre, comprenant un relevé des tonnages de farines incinérées, la mention des établissements d'origine et les dates de réception ;
 - les copies des documents d'accompagnement dûment complétés et visés (cf.§2.2).
- Aides à la destruction des déchets crus
 - le formulaire de demande d'aide original conforme au modèle figurant en annexe IV muni d'un n° d'ordre, comprenant un relevé des tonnages de déchets crus détruits, la mention des établissements d'origine et les dates de réception ;
 - les originaux ou les copies des documents d'accompagnement numérotés de l'annexe V, indiquant qu'il s'agit de déchets crus destinés à la destruction, mentionnant leur poids, visés par le transporteur et complétés par le destinataire des déchets ;
 - les copies des tickets de pesée à l'arrivée.

- 2 – Pièces documentaires

2.1- Demande d'aides

Toute demande d'aide déposée à compter de la date d'application de la présente circulaire doit être numérotée par un n° d'ordre unique pour l'établissement concerné.

Une demande d'aide n'est pas une facturation de prestation pour l'Etat. Toute demande doit donc être présentée selon un des modèles figurant aux annexes II, III et IV et non sous la forme d'une facture.

Il convient en outre de joindre lors de la première demande d'aide:

- un relevé d'identité bancaire (RIB) du bénéficiaire ou du mandataire s'il est habilité à percevoir l'aide;
- un extrait (K bis) du registre du commerce (ou l'équivalent dans le cas d'un opérateur étranger) pour le bénéficiaire de l'aide, et pour, le cas échéant, son mandataire ;
- l'original du mandat en cas d'établissement d'un mandat (cf. § 3.5).

2.2 - Documents d'accompagnement

Circulation en France des farines animales

Le document d'accompagnement exigé pour les demandes d'aide est le bordereau de suivi des déchets industriels (BSDI). Le BSDI (modèle CERFA 07 0320 à cinq feuillets) est un document prévu pour la circulation des déchets dans la limite de nos frontières. Il est institué par arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisance pris en application du titre IV du livre V du code de l'environnement. Il comprend toutes les informations nécessaires au paiement des aides, à savoir : l'expéditeur, le transporteur, le destinataire et le poids ainsi que la nature des déchets transportés. Aussi, et bien que les farines animales ne soient pas des déchets générateurs de nuisance au sens du code de l'environnement, il est demandé d'utiliser un BSDI pour prétendre aux aides publiques.

L'expéditeur, le transporteur et le destinataire disposent chacun d'un feuillet signé par chacun des trois opérateurs concernés. Ces pièces doivent être, en outre, conservées trois ans respectivement par l'expéditeur, le transporteur et le destinataire.

Les farines animales sont des déchets non dangereux relevant de la rubrique 02 02 02 de la nomenclature des déchets telle que définie par le décret 2002-540 du 18 avril 2002. Ce code doit être renseigné sur le BSDI.

Tout BSDI établi à compter de la date d'application de la présente circulaire doit être numéroté par un n° d'ordre unique pour l'établissement concerné producteur ou le cas échéant expéditeur des farines animales.

Pour les farines animales dont la production et l'élimination ou le stockage relèvent d'une intervention financière de l'Etat ou d'un financement privé, la rubrique « désignation du déchet » de tout BSDI devra être renseignée en référence aux catégories de sous-produits décrits dans le règlement (CE) n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine, à savoir :

- dans le cas de farine animale « bas risque » éligible aux aides relevant du décret 2002 – 1273 du 18 octobre 2002 :

indiquer **FARINE ANIMALE de CATEGORIE 3 / ELIGIBLE**

- dans le cas de farine animale « haut risque » issue du traitement de déchets relevant du SPE :

indiquer **FARINE ANIMALE de CATEGORIE 1 / SPE**

(indiquer, le cas échéant, CATEGORIE 2 / SPE lorsque les déchets SPE ne contiennent pas de tissus de ruminants) ;

- dans le cas d'un mélange de farines animales issues de matières SPE, « bas risque » et/ou « haut risque hors SPE » (cf. point 2.4 cas général), lorsque conformément à l'éclatement comptable reposant sur la mise en œuvre d'une comptabilité de matière, l'expédition de farines relève d'un financement dans le cadre du SPE ou bien d'une aide au titre du décret du 18 octobre 2002 :

indiquer **FARINE ANIMALE MELANGEE de CATEGORIE 1 / SPE** pour des farines prises en charge dans le cadre du SPE, ou,

indiquer **FARINE ANIMALE MELANGEE de CATEGORIE 1 / ELIGIBLE** pour des farines éligibles aux aides relevant du décret 2002 – 1273 du 18 octobre 2002 ;

et lorsque l'expédition de farines relève d'un financement privé :

indiquer **FARINE ANIMALE MELANGEE de CATEGORIE 1 / HORS SPE et NON ELIGIBLE**

Circulation transfrontalière des farines animales

Dans le cas de transferts vers un autre Etat membre de la Communauté européenne, le règlement CEE 259/93 du Conseil du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, prévoit notamment une notification préalable. Les documents d'accompagnement des farines animales à joindre à la demande d'aide sont les copies des documents de notification (CERFA n° 30-3546 : formulaire de notification) et de mouvements transfrontaliers de déchets (CERFA n° 30-3546 : formulaire de mouvement / accompagnement) prévus au règlement CEE 259/93. Il est rappelé que cette procédure est rendue obligatoire par la Commission qui considère que les farines animales nécessitent une surveillance particulière justifiant de les considérer comme un déchet non répertorié dans la nomenclature communautaire. De ce fait elles sont soumises aux conditions des déchets de la liste rouge.

Dans le cas où un Etat membre ne considère pas les farines animales comme des déchets et ne sollicite pas les formulaires de notification / accompagnement, il convient de faire suivre les farines animales du BSDI, et d'en joindre copie à la demande d'aide. Les informations sur les Etats susceptibles d'entrer dans ce cadre particulier sont disponibles au bureau chargé des déchets industriels de la Direction de la prévention des pollutions et des risques du Ministère de l'écologie et du développement durable (contact : Pascale CLOCHARD au 01 42 19 15 56).

Les autorités compétentes d'exportation au sens du règlement 259/93 sont les préfectures de département. La liste des autorités compétentes des différents Etats

membres est disponible sur le site internet de la Commission : <http://www.europa.eu.in/comm/trade/pdf/c12699en.pdf>

Circulation transfrontalière des matières crues

Les sous-produits issus des industries de la viande ne sont pas considérés comme des déchets par la Commission. Il n'existe pas de formulaire communautaire d'accompagnement pour les passages transfrontaliers de matières crues destinées à être traitées dans un autre Etat membre. Les documents d'accompagnement numérotés, dont le modèle est joint en annexe VI, doivent être utilisés dans ce cas .

Ces documents originaux ou leurs copies sont joints à la demande d'aide en indiquant qu'il s'agit de déchets crus destinés à la destruction et en mentionnant leur poids. Ils sont visés par le collecteur et complétés par le destinataire des déchets.

La pesée a lieu impérativement avant le passage de la frontière et les copies des tickets de pesée sont jointes à la demande.

2.3- Factures acquittées

Les factures d'élimination des farines animales correspondent aux prestations réalisées à partir de la prise en charge des farines chez le producteur (transport, incinération, courtier, conditionnement...). Elles sont certifiées payées par les commissaires aux comptes des entreprises prestataires. Par dérogation, les factures peuvent être certifiées par le comptable de l'entreprise.

La certification se fait par apposition sur la copie de la facture de la mention « facture acquittée » et de la signature du comptable ou du commissaire aux comptes. Lorsque le transport et l'incinération font l'objet d'une facturation unique, une seule facture acquittée est exigée.

En l'absence de paiement de l'élimination et/ou du transport des farines animales par l'établissement de production, il est demandé de joindre :

- une facture d'incinération et/ou de transport indiquant le service (date et quantités) et faisant état d'une prestation gratuite, ou
- une attestation de l'entreprise chargée de l'incinération et/ou du transport indiquant que le service (date et quantité) n'a pas donné lieu à facturation.

2.4 - Documents à fournir lorsque le poids des farines éligibles n'est pas mesuré mais estimé

*** Cas général**

Dans le cas du traitement d'un mélange de matières premières (par exemple : déchets bas risque éligible aux aides, déchets haut risque relevant du SPE et déchets haut risque hors SPE) produisant des farines « mixtes », il est impossible d'individualiser et donc de peser les quantités de farines éligibles aux aides. Il convient donc d'évaluer le plus précisément possible les rendements de la transformation afin d'estimer le poids respectif des différentes catégories de farines éligibles ou non.

L'aide est attribuée au prorata du poids de farine produite éligible à l'aide, et, le cas échéant, incinérée.

La méthodologie adaptée pour l'estimation des tonnages de farines produites consiste dans l'application d'un rendement moyen mesuré pour chaque installation pour chacune des différentes catégories de matières premières. Ces rendements, leur méthode d'évaluation, la procédure d'estimation des quantités de farines éligibles et la forme de présentation des résultats dans les demandes d'aides doivent être validés par un organisme indépendant ou un commissaire aux comptes. Ces éléments sont transmis aux DDSV compétents pour validation.

Il convient de joindre à la demande d'aide la preuve de la production des farines éligibles, à savoir :

- les éléments déclaratifs suivants : les quantités de matière crue concernées et l'estimation des quantités de farines éligibles obtenues par l'application des rendements dûment validés ;
- la copie du document attestant les rendements et l'avis favorable du DDSV.

Dans le cas du sang, il ne peut être admis de variations notables de la qualité de cette matière à l'échelle nationale. Aussi, dans un souci d'homogénéité, il est demandé à tous les producteurs de farines de sang d'appliquer au sang brut le rendement unique de 12 %.

Une fois déterminées les quantités respectives de farines:

- éligibles aux aides ;
- faisant l'objet d'une prestation dans le cadre de l'exécution du SPE ou
- de toute autre catégorie de farine,

le producteur des farines procédera à un éclatement comptable de ses expéditions qu'il accompagnera d'un **BSDI mentionnant l'une ou bien l'autre des catégories de farines**, jusqu'à concurrence des quantités calculées. Pour ce faire, il lui est demandé de tenir une comptabilité de matière qui sera archivée trois ans au minimum à l'instar des BSDI.

En conséquence, chaque BSDI ne fait mention que de l'une des catégories de farine telles que décrites au premier paragraphe du point 2.2.

* Collecte transfrontalière des déchets crus

En cas de collecte de déchets crus effectuée à destination d'une société de production de farines située dans un autre Etat membre, les indemnités étaient, jusqu'à présent, calculées au prorata du poids des matières crues pesées à l'arrivée. A ces poids étaient appliqués les rendements standards de 30 % pour des farines dégraissées et de 10 % pour les graisses.

Désormais, il ne sera plus toléré de sortie du territoire national sans une pesée de la matière crue collectée avant le passage de la frontière et émission d'un ticket de pesée. En raison de la variabilité des rendements en farines animales des matières crues selon leurs origines, c'est à l'opérateur qu'il appartient de démontrer le rendement proposé pour le calcul de l'aide.

Ce rendement, sa méthode d'évaluation, la procédure d'estimation des quantités de farines éligibles et la forme de présentation des résultats dans les demandes d'aides doivent être validés par un organisme indépendant ou un commissaire aux comptes. Ces éléments sont transmis aux DDSV compétents pour validation.

Le rendement correspondant aux farines dégraissées sera appliqué au poids des matières crues collectées en France.

3 – Instruction des demandes d'aides

3.1 – Barèmes d'aides applicables à l'entrée en vigueur du décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002

Pour les demandes d'indemnisation en cours d'instruction et qui ont été déposées pour la première fois auprès des services compétents (DDSV, Directions Régionales du CNASEA) avant le 21 octobre 2002 minuit, le cachet de la poste faisant foi, les aides demandées et les barèmes d'aide demeurent régis par le décret n° 2001-723 du 31 juillet 2001 (article 6 du décret n° 2002-1273).

Pour les demandes d'aides déposées à partir du 22 octobre 2002, le cachet de la poste faisant foi, le décret du 18 octobre 2002 s'applique ainsi que l'arrêté du 18 octobre 2002 et notamment les nouveaux barèmes d'aide, quelle que soit la date d'expédition des farines et graisses produites.

3.2 - Délais de mise en œuvre des BSDI

Conformément à l'instruction précédemment diffusée auprès des opérateurs, le BSDI est exigible depuis le 12 novembre 2002. Il doit, en tout état de cause, être obligatoirement utilisé et joint, dûment complété et identifié par un numéro d'ordre, aux demandes d'aides à compter de la date de mise en application de la présente circulaire.

3.3 - Procédure applicable lors des changements des barèmes d'aides

Le principe consiste à appliquer le barème correspondant à la période au cours de laquelle les farines ont été expédiées et non la période au cours de laquelle elles ont été produites.

Exemple : les farines produites le 28 février 2003 et expédiées le 1^{er} mars 2003 sont éligibles à une aide calculée selon le nouveau barème applicable au 1^{er} mars 2003.

3.4 - Traitement des factures acquittées

Eu égard aux délais d'obtention par les producteurs de farines des factures d'élimination de celles-ci acquittées, lesdites factures acquittées peuvent être transmises au CNASEA ultérieurement sans excéder 90 jours calendaires après le dépôt de la demande d'aide. Dans ce cas, la demande d'aide doit comprendre les factures d'élimination non acquittées.

L'envoi ultérieur des factures acquittées doit se faire pour les mêmes factures, concernant les mêmes quantités traitées que dans la demande d'aide initiale. Cette transmission doit donc impérativement rappeler le numéro d'ordre unique de la demande initiale et les numéros d'ordre des documents d'accompagnement correspondants, pour permettre le rapprochement des pièces.

A défaut de réception par le CNASEA des factures acquittées sous 90 jours calendaires, la demande d'aide fera l'objet d'une mesure corrective prévue au III 4° (ordre de reversement).

3.5 – Mandat (procuration pour le dépôt de la demande d'aide et son encaissement)

Le bénéficiaire de l'aide peut donner mandat à un tiers :

- soit pour seulement déposer une demande d'aide : dans ce cas le versement de l'aide sera fait sur un RIB au nom du bénéficiaire, qu'il s'agisse d'une banque française ou étrangère ;
- soit pour déposer une demande d'aide et recevoir les fonds en son nom.

En application de l'article 1984 du Code civil, le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Ce contrat est intuitu personae ; il n'est ni transmissible, ni donc cessible et doit être respecté par le mandataire.

En ce qui concerne le versement de l'aide à un mandataire, l'instruction n°89-41-B2-MO du 3 avril 1989 du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie relative à la simplification de la réglementation du paiement des dépenses publiques a précisé les conditions dans lesquelles un comptable public pouvait accepter des procurations d'encaissement. **Un mandat est établi par un acte sous seing privé si l'aide est inférieure à 5300 €, mais un mandat notarié est nécessaire pour les aides d'un montant supérieur. La certification est effectuée par un notaire français.**

Dans le cas où la certification est réalisée pour l'une des parties auprès d'un notaire étranger, la certification définitive est effectuée par un notaire français qui atteste également la qualité du notaire étranger.

Pour éviter de recourir à cette formalité notariale, l'authentification des signatures peut être réalisée par un comptable du Trésor (percepteur).

Les mandats devront être établis en intégrant les mentions portées sur le modèle joint en annexe n° III bis. Les signataires devront joindre leur pouvoir justifiant de leur capacité à représenter leur société.

L'original du mandat doit être joint à la première demande d'aide.

4 – Décision d'attribution de l'aide

A l'issue de l'instruction du dossier, une décision d'attribution de l'aide est prise par l'ordonnateur, à savoir le délégué régional du CNASEA. Celle-ci est notifiée au bénéficiaire ou, le cas échéant, au mandataire.

Toute décision de rejet est également notifiée au bénéficiaire ou, le cas échéant, au mandataire.

CHAPITRE III : CONTROLES

La mise en œuvre de ce dispositif d'aide repose en premier lieu sur une instruction à partir de pièces de nature déclarative. Le contrôle documentaire ne peut donc suffire, à lui seul, à assurer la réalité et la régularité des prestations faisant l'objet du soutien public. Le système de contrôle ci-après est donc mis en place.

1 – Contrôles de conformité

Le service instructeur, à savoir le CNASEA, effectue un premier contrôle de conformité des dossiers de demande d'aide à la présente instruction. La présence des pièces documentaires exigées est notamment vérifiée.

2 - Contrôles de cohérence

Le service instructeur approfondit le contrôle documentaire par un contrôle de cohérence. Ce contrôle a pour objet d'analyser, en vue du mandatement, la cohérence et la logique des données fournies dans la demande d'aide en fonction de critères techniques et économiques généraux. Il vise, par exemple, à vérifier :

- la qualité du bénéficiaire : vérification de l'autorisation administrative de l'établissement bénéficiaire de l'aide (installations classées, sanitaire) ;
- la cohérence de la production annoncée par rapport au tonnage autorisé ;
- la cohérence des tonnages déclarés à une période donnée par rapport à l'activité habituelle du demandeur ;
- la périodicité et l'évolution dans le temps des demandes d'aide.

Ces contrôles reposent sur le croisement des données collectées par le CNASEA et leur exploitation sous la forme d'un suivi (voir chapitre IV) avec des informations détenues par les services déconcentrés de l'Etat ainsi que d'autres sources. Ces informations peuvent être de nature technique et/ou statistique.

Les DDSV fournissent aux délégations régionales du CNASEA un document intermédiaire attestant de la conformité des documents techniques ou sanitaires qu'ils sont habilités à contrôler (au titre de la réglementation sanitaire et des installations classées). Il s'agit tout particulièrement pour les DDSV :

- des pièces justifiant que l'établissement est bien autorisé à produire des farines animales dans le cas d'un établissement de transformation ;
- des pièces justifiant que l'établissement est bien autorisé à stocker des farines dans le cas d'un établissement intermédiaire de stockage ;
- des pièces justifiant du respect du tonnage de farines que l'établissement est autorisé à produire dans le cas où il s'agit d'un établissement de transformation .

Le constat général de conformité lié aux contrôles de cohérence incombe au CNASEA.

3 - Contrôles sur site

Le plan de contrôle et le mode opératoire des contrôles sur site fera l'objet de fiches élaborées conjointement par le CNASEA, la DPEI et la DGAL afin d'harmoniser les procédures et d'assister les agents chargés de la réalisation des contrôles sur site. Ces fiches prévoient l'échange des informations recueillies entre le CNASEA et les services extérieurs et la remontée des données destinées à être exploitées dans le suivi général.

Pour une meilleure efficacité, il est recommandé que les contrôles et enquêtes sur site soient conduits conjointement par des agents des services déconcentrés de l'Etat qui sont habilités à mener des contrôles sur les sites concernés et des agents du CNASEA qui ont l'expérience et la responsabilité du traitement des dossiers de demande d'aide. La réalisation conjointe des contrôles est sans effet sur les attributions et les responsabilités respectives des services concernés telles que prévues par les textes.

Il est rappelé que les DDSV ou leurs agents sont habilités à pénétrer sur les sites en vue d'inspecter les industries des viandes, les établissements produisant des farines

animales et les établissements de stockage intermédiaire au titre des réglementations sanitaires et/ou des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection des entreprises d'incinération de déchets ne relève pas de la responsabilité des services du MAAPAR.

3-1 Contrôles aléatoires

Les contrôles aléatoires font l'objet d'un programme annuel établi conjointement par la DGAL et la DPEI en coordination avec le CNASEA. L'échantillon des établissements à contrôler est fixé par le CNASEA .

Le contrôle sur site a pour objet de vérifier la correspondance des données contenues dans les dossiers de demande d'aide et les données présentes dans les archives des sites (données matérielles et informatiques). Il consiste principalement dans la vérification des éléments de comptabilité de matière des entreprises bénéficiaires.

Les DDSV chargés des établissements faisant l'objet de contrôles aléatoires informent la délégation régionale du CNASEA du constat résultant du contrôle pour ce qui relève de leurs attributions ainsi que des suites données.

Le CNASEA informe le DDSV, la DPEI et la DGAL des irrégularités constatées s'il y a lieu.

Chaque service participant aux contrôles aléatoires sur site est responsable dans le cadre de ses attributions légales de la nature des suites à donner.

3-2 Enquêtes ciblées

Une enquête est déclenchée lors de la mise en évidence d'une non conformité révélée par le contrôle de cohérence ou les contrôles aléatoires sur site. Une telle enquête peut aussi découler des constats effectués par des agents habilités dans l'exercice habituel de leurs missions sur les sites concernés.

A la demande du CNASEA ou des services déconcentrés, des enquêtes ciblées peuvent être ordonnées par la DPEI et la DGAL qui émettent une instruction à l'attention des services déconcentrés et une demande à l'attention du Directeur Général du CNASEA.

Les DDSV chargés des établissements faisant l'objet des enquêtes informent la délégation régionale du CNASEA du constat résultant de l'enquête pour ce qui relève de leurs attributions ainsi que des suites données.

Le CNASEA informe la DDSV, la DPEI et la DGAL des irrégularités constatées s'il y a lieu.

Chaque service participant aux contrôles aléatoires sur site est responsable dans le cadre de ses attributions légales de la nature des suites à donner.

4-Mesures correctives

La mise en évidence d'irrégularités quant à la réalité de l'exécution des activités ouvrant droit au bénéfice des aides conduit à l'émission d'un ordre de reversement des aides par le Directeur Général du CNASEA à l'encontre du bénéficiaire.

Toute irrégularité dans l'application de la réglementation relative à la sécurité sanitaire ou environnementale peut donner lieu, à la demande de la DGAL et de la DPEI, à l'émission d'un ordre de reversement des aides par l'agent comptable du CNASEA à l'encontre du bénéficiaire, les aides n'ayant pas vocation à accompagner des prestations réalisées dans des conditions irrégulières par rapport au droit ou aux décisions administratives.

CHAPITRE IV : SUIVI

Le suivi du dispositif consiste à collecter et exploiter un ensemble de données permettant de suivre la mise en œuvre du dispositif, tant sur le plan technique que financier, et d'établir des prévisions.

Le suivi est réalisé par le CNASEA.

1-Données

Les données proviennent des demandes d'aides et sont consolidées par les vérifications et les contrôles exposés au chapitre III.

Les données collectées sont :

- l'identifiant des demandeurs (raison sociale, n° de SIRET du site de production des farines animales ou d'incinération) ;
- la nature de l'opération ;
- la nature des produits ;
- l'origine et la destination des produits ;
- les quantités concernées en tonnes ;
- le coût unitaire ;
- le coût net de chaque opération.

2- Présentation et diffusion des données

Les documents de suivi sont :

- un état mensuel des dépenses et les prévisions pour l'année en cours ;
- un état mensuel et une situation cumulée des quantités et des coûts par type de prestation ;

Ils sont transmis à la DPEI et à la DGAL mensuellement.

Une extraction annuelle des données relatives à chacun des sites de production et d'incinération est transmise par le CNASEA aux DDSV concernées.

En cas de besoin, des extractions complémentaires pourront être demandées au CNASEA par la DPEI ou la DGAL à partir des données énumérées au § 1 et 2.

DEUXIEME PARTIE

TRANSPORT ET ENTREPOSAGE PUBLIC DES FARINES ANIMALES

L'article 3 du décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002 proroge la possibilité pour l'Etat de prendre en charge le coût des prestations de transport et d'entreposage des farines animales issues du traitement des sous-produits des industries des viandes qui ne pourraient pas être orientées immédiatement vers l'incinération, puis le coût de leur destruction ultérieure.

Conformément à l'arrêté du 20 octobre 2002 désignant les préfets de région en tant que personne responsable du marché au titre de l'article 20 du Code des marchés publics (CMP) pour l'application du décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002, ces mesures relèvent de marchés publics dont la personne responsable du marché (PRM) est le Préfet de région. La PRM est légalement ordonnateur des dépenses afférentes au marché.

Le CNASEA est payeur pour des prestations remboursées par l'Etat. De telles prestations sont bien évidemment assujetties à la TVA. Les procédures d'instruction et de contrôle sont prévues par les marchés et sont sous la responsabilité de la PRM.

Dans de nombreux cas les Préfets ont encore recours à la réquisition à défaut de marchés publics. Il est demandé aux services désignés par le Préfet (PRM délégués) de mettre en œuvre les instructions ci-après.

1 - Bases réglementaires régissant les relations entre l'Etat et les prestataires

1.1 - Stockage public

La contractualisation entre l'Etat et un transporteur ou le gestionnaire d'un site de stockage relève des procédures de marchés publics sous la responsabilité des Préfets de région conformément à l'arrêté du 20 octobre 2002 qui désigne ces derniers comme personne responsable des marchés.

Le recours à la réquisition doit rester exceptionnel et motivé par l'urgence et des considérations de sécurité sanitaire et environnementale ainsi que de maintien de l'ordre public.

Rappel concernant la réquisition

Conformément à l'article L 2215-1 du Code des collectivités territoriales, le préfet est habilité à requérir par arrêté pour assurer l'ordre, la sûreté et la salubrité publique. Par conséquent, il convient de réserver la réquisition aux situations exceptionnelles et urgentes.

Rien ne justifie aujourd'hui le maintien des réquisitions pour le transport ou le stockage des farines animales issues du traitement des co-produits des industries des viandes. Outre le fait, que ce moyen ne constitue pas une base légale appropriée en la circonstance, il expose juridiquement l'autorité ayant déterminé le montant de l'indemnité. En effet, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et services et son décret d'application n° 62-367 du 26 mars 1962, il n'est pas possible, dans le cadre d'une réquisition, de

rémunérer l'entreprise requise au prix du service normalement facturé. L'entreprise requise doit être indemnisée sur la base du prix commercial et licite diminué du profit.

1.2 - Déstockage

L'arrêté du 20 octobre 2002 précité ne prévoit pas les opérations de déstockage des farines. En l'absence de base réglementaire, les Préfets ne sont pas habilités à passer des marchés publics d'incinération des farines actuellement stockées. Cette opération sera réalisée au plan national dès lors que la mise en stock aura cessé. En effet, le déstockage concomitant à la mise en stock n'a pas d'effet sur le niveau global des stocks et multiplie les frais de transport et de manutention. Il détourne en outre la politique mise en œuvre par le Gouvernement qui consiste à renforcer la mobilisation des capacités d'incinération disponibles en France et à l'étranger en incitant les filières à financer progressivement les coûts qui ne seraient pas couverts par les aides dégressives. Ainsi, tout stockage public de farines concomitant à un déstockage doit être considéré comme une opération visant à transférer à l'Etat l'ensemble des coûts de l'incinération des farines.

Il peut cependant être ordonné, au cas par cas, des opérations de déstockage dans des situations justifiant l'évacuation urgente des farines. Ces opérations se réalisent par réquisition préfectorale, sur la base du Code général des collectivités territoriales, afin d'assurer l'ordre, la sûreté et la salubrité publiques.

Les entrepôts qui auraient été réquisitionnés ou loués selon un marché public mais dont le statut au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement serait irrégulier peuvent, au cas par cas, relever de ce type d'opération.

2 – Mise en conformité avec le Code des marchés publics

2.1 - Transport

Des marchés de transport des farines animales destinées au stockage public doivent être passés dans les meilleurs délais. A cet égard, la passation de marchés dits à bons de commande, conformément à l'article 72 du CMP, apparaît adaptée aux besoins évolutifs de l'Etat en termes de destination, de quantité de farines animales et de distance.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) desdits marchés devra exiger l'accompagnement de tout transport de farine animale par un BSDI.

2.2 - Location d'entrepôts

De nombreux lieux de stockage ont été réquisitionnés dans l'urgence. Il convient de remplacer, dans la mesure du possible, ces bases juridiques par des marchés. Il convient, en outre, de trouver une solution pour les marchés qui arrivent à expiration.

Après analyse juridique, il est suggéré de retenir la voie des marchés négociés passés sans publicité préalable et sans mise en concurrence. Trois situations peuvent se présenter :

- Préexistence d'un marché

? **Un marché complémentaire** peut être monté (article 35 III 1^{er} du CMP). Cette solution est subordonnée à plusieurs conditions cumulatives :

- le marché initial a été passé après une mise en concurrence ;
- le nouveau marché doit être passé auprès du même opérateur ;
- les prestations qui font l'objet du nouveau marché n'étaient pas prévues par le marché initial ;
- ces prestations sont devenues nécessaires à l'exécution du service faisant l'objet du marché initial, à la suite d'une circonstance imprévue ;
- ces prestations sont techniquement ou économiquement inséparables du marché principal sans inconvénient majeur ;
- le marché complémentaire ne doit pas dépasser 33% du montant du marché initial ;
- la commission d'appel d'offres devra être saisie pour avis.

Cette solution est limitée aux marchés préexistants et permet de les renouveler pour une courte durée compte tenu de la limite du renouvellement fixée à 33 % du montant initial.

? **Un marché identique** peut être passé au sens de l'article 35 III 2^e du CMP : cette possibilité, en matière de marché de service, est également subordonnée à plusieurs conditions cumulatives :

- le marché initial a été passé après une mise en concurrence ;
- les prestations du nouveau marché doivent être les mêmes que celles qui sont prévues dans le marché initial ;
- le nouveau marché est passé avec le même titulaire ;
- le marché initial doit avoir prévu la possibilité d'une reconduction des prestations. Cette procédure doit donc avoir été envisagée dès la passation de l'appel d'offres initial.

- Absence de marché préalable

? Il est suggéré de passer **un marché négocié** conformément à l'article 35 III 4^o du CMP, marché qui ne peut être confié qu'à un prestataire déterminé pour des raisons techniques, artistiques ou tenant à la protection de droits d'exclusivité.

Il faut dans ce cas que la personne responsable du marché puisse prouver que les deux conditions suivantes cumulatives sont remplies :

- d'une part, établir de manière objective les raisons techniques pour lesquels une autre solution que le stockage n'est pas envisageable. Il s'agit, par exemple, de prouver que les capacités insuffisantes de destruction ou de réutilisation des farines nécessitent actuellement leur stockage ;

- d'autre part, motiver le fait qu'aucun choix ne peut exister autre que celui de l'opérateur retenu pour assurer le stockage. Dès lors que plusieurs prestataires peuvent fournir la prestation requise, il n'est pas possible en principe d'utiliser cette procédure. L'argument à avancer est que leur transport vers un autre lieu de stockage présenterait des risques sanitaires.

? Il est également possible de lancer un **appel d'offres** avec un lot unique comprenant à la fois le transport des farines du lieu de stockage existant vers le nouveau site de stockage et la location de celui-ci. L'Etat retiendra l'offre la mieux disante. Le transfert d'un lieu de stockage vers un autre, toute chose étant par ailleurs

équivalente en terme de sécurité sanitaire ou environnementale, ne pourra être retenu que si le coût total de l'opération est inférieur à l'offre de l'entreprise antérieurement chargée du stockage.

En tout état de cause, il est recommandé d'inclure dans les marchés une clause autorisant le recours à l'article 35 III 2^e du CMP et/ou une tranche conditionnelle.

Vous rendrez compte de toute difficulté d'application de la présente circulaire au Bureau des industries des viandes de la Direction des politiques économique et internationale, 3 rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP (tél. : 01 49 58 76 ou 01 49 55 45 35 – fax : 01 49 55 49 25), ou au Bureau de la pharmacie vétérinaire et de l'alimentation animale de la Direction générale de l'alimentation, 251, rue de Vaugirard 75732 Paris cedex 15 (tél. : 01 49 55 58 43 ou 01 49 55 58 73 - fax : 01 49 55 43 98).

Le Directeur Général de
l'Alimentation
Thierry KLINGER

Le Directeur des Politiques
Economique et Internationale
Bruno HOT

Annexe I

Liste des délégations régionales du CNASEA compétentes en fonction des sites d'implantation des établissements des demandeurs

Régions	Adresses
Alsace / Champagne Ardenne / Lorraine	Tour Thiers 4, rue Piroux CO 56 54036 – NANCY CEDEX
Aquitaine	1, cours Xavier-Arnozan 33080 – BORDEAUX CEDEX
Auvergne	Parc technologique La Pardieu 12, avenue Léonard-de-Vinci 63063 – CLERMONT-FERRAND CEDEX 1
Basse-Normandie Haute-Normandie	10, rue Bailey Parc de la Folie-Couvrechef 14052 – CAEN CEDEX 4
Bourgogne Franche-Comté	15 bis, boulevard Voltaire B.P. 530 21014 – DIJON CEDEX
Bretagne Pays-de-la-Loire	Forum de la Rocade Z.I. Sud-Est 40, rue du Bignon 35574 – CHANTEPIE CEDEX
Centre	Parc d'Activités des Montées 20, chemin du Pont-Cotelle 45073 – ORLEANS CEDEX 2
Corse	19, avenue Noël-Franchini B.P. 929 20700 – AJACCIO CEDEX 9
Guadeloupe	Immeuble Foumi Voie Verte-Jarry 97122 – BAIE-MAHAULT
Guyane	4, rue Louis-Blanc 97300 – CAYENNE
Ile-de-France	4, boulevard du Général-de-Gaulle 92541 – MONTROUGE CEDEX
Languedoc-Roussillon	13, rue Raymond-Marc 30039 – NIMES CEDEX 1
Limousin	8, place Maison-Dieu B.P. N° 2 87001 – LIMOGES CEDEX
Martinique	Centre d'affaires Californie 2 Immeuble Synergie 97232 – LAMENTIN
Midi-Pyrénées	Immeuble le Dorval Place Pierre Mendès-France 31077 – TOULOUSE CEDEX 4

Nord-Pas-de-Calais Picardie	15, avenue Paul-Claudé 80042 – AMIENS CEDEX 1
Poitou-Charentes	18, boulevard Jeanne-d'Arc 86036 – POITIERS CEDEX
Provence-Alpes Côte-d'Azur	Le Mirabeau 7 B, route de Galice 13098 – AIX-EN-PROVENCE CEDEX 02
Réunion	Centre d'affaires FUTURA 190, rue des Deux-Canons B.P. N° 612 97497 – SAINTE-CLOTILDE CEDEX
Rhône-Alpes	59, rue de Créqui 69452 – LYON CEDEX 06

ANNEXE II

Demande d'aide pour la production de farines animales à destination de la destruction ou du stockage

N° d'ordre
de la demande

adressée à la délégation régionale compétente du CNASEA

Identification du bénéficiaire

Raison sociale du groupe :

Etablissement de ... : identification, adresse,
n° de SIRET (1) de l'établissement

DEMANDE D'AIDE

En application du décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002 relatif aux mesures d'aides financières aux entreprises intervenant dans la destruction de certains déchets et sous-produits des industries des viandes et des produits de la pêche et d'eau douce et en application de l'arrêté du 24 juillet 1990, modifié notamment par l'arrêté du 14 novembre 2000, portant interdiction de l'emploi de certaines protéines et graisses d'origine animale dans l'alimentation et la fabrication d'aliments des animaux et fixant des conditions supplémentaires à la commercialisation, aux échanges, aux importations et aux exportations de certains produits d'origine animale destinés à l'alimentation animale et à la fabrication d'aliments des animaux.

Prestations ouvrant droit à perception d'une aide

Farines destinées à L'INCINERATION

dates d'expédition	destinations	n° des DA *	poids (t)	barème d'aide (€/t)	montant de l'aide (€)
Total I toutes destinations					I

Farines destinées au STOCKAGE

dates d'expédition	destinations	n° des DA *	poids ** (t)	barème d'aide (€/t)	montant de l'aide (€)
Total S toutes destinations					S
TOTAL demandé					I + S

* : n° des documents d'accompagnement de chaque camion : préciser s'il s'agit du n° du BSDI ou du n° du formulaire d'accompagnement transfrontalier.

** : poids mesuré au départ.

Date :

Signature (2)

(1) ou équivalent pour une entreprise étrangère.

(2) signature du bénéficiaire ou de son mandataire. Indiquer dans le cas du mandataire: la raison sociale, l'adresse, et le n° de SIRET de l'établissement.

Visa du contrôleur

ANNEXE III

Demande d'aide pour l'incinération des farines animales par établissement d'incinération

N° d'ordre
de la demande

adressée à la délégation régionale compétente du CNASEA

Identification du bénéficiaire

Raison sociale du groupe :

*Etablissement de ... : identification, adresse,
n° de SIRET* (1) de l'établissement*

DEMANDE D'AIDE

En application du décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002 relatif aux mesures d'aides financières aux entreprises intervenant dans la destruction de certains déchets et sous-produits des industries des viandes et des produits de la pêche et d'eau douce et en application de l'arrêté du 24 juillet 1990, modifié notamment par l'arrêté du 14 novembre 2000, portant interdiction de l'emploi de certaines protéines et graisses d'origine animale dans l'alimentation et la fabrication d'aliments des animaux et fixant des conditions supplémentaires à la commercialisation, aux échanges, aux importations et aux exportations de certains produits d'origine animale destinés à l'alimentation animale et à la fabrication d'aliments des animaux.

Prestations ouvrant droit à perception d'une aide

dates de réception	origines	n° des DA *	poids** (t)	barème d'aide (€/t)	montant de l'aide (€)
Total demandé					

* : n° des documents d'accompagnement de chaque camion : préciser s'il s'agit du n° du BSDI ou du n° du formulaire d'accompagnement transfrontalier.

** : poids mesuré à destination

Date :

Signature (2)

(1) ou équivalent pour une entreprise étrangère.

(2) signature du bénéficiaire ou de son mandataire. Indiquer dans le cas du mandataire: la raison sociale, l'adresse, et le n° de SIRET de l'établissement.

Visa du contrôleur

ANNEXE III bis

Propositions de mentions à inclure dans une CONVENTION DE MANDAT

Je soussigné Monsieur/Madame
représentant la société (1) (nom et adresse).....
.....

donne mandat

à la société (2) (nom et adresse).....
.....
représentée par Monsieur/Madame.....
.....

barrer le cas non retenu

1^{er} cas : pour déposer en mon nom le dossier de demande d'aide prévue par le décret 2002-1273 et l'arrêté du 18 octobre 2002.....
.....

2d cas : pour déposer en mon nom le dossier de demande d'aide prévue par le décret 2002-1273 et l'arrêté du 18 octobre 2002 et recevoir les fonds.

Dans ce cas, les sommes versées dépassant 5300 Euros, les signatures apposées sur le présent mandat doivent être certifiées par un notaire ou par un comptable du Trésor.

En cas de résiliation par l'une des parties de la présente convention, celle-ci devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Agent Comptable du CNASEA, 7 rue E. Renan, 92236 Issy les Moulineaux Cedex et prendra effet 8 jours après la date de réception de la résiliation.

Signature du mandant (1)

A faire précéder de la mention

Lu et approuvé, bon pour pouvoir

Signature du mandataire (2)

A faire précéder de la mention

Lu et approuvé, bon pour acceptation

Les signataires du mandat doivent produire à l'appui du mandat une copie de leur pouvoir.

Il est rappelé que le mandat est personnel il n'est ni cessible ni transmissible.

ANNEXE IVN° d'ordre
de la demande :**Demande d'aide pour la destruction directe des déchets crus
par établissement de destruction****adressée à la délégation régionale compétente du CNASEA****Identification du bénéficiaire***Raison sociale du groupe :**Etablissement de ... : identification, adresse,**n° de SIRET (1) de l'établissement***DEMANDE D'AIDE**

En application du décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002 relatif aux mesures d'aides financières aux entreprises intervenant dans la destruction de certains déchets et sous-produits des industries des viandes et des produits de la pêche et d'eau douce et en application de l'arrêté du 24 juillet 1990, modifié notamment par l'arrêté du 14 novembre 2000, portant interdiction de l'emploi de certaines protéines et graisses d'origine animale dans l'alimentation et la fabrication d'aliments des animaux et fixant des conditions supplémentaires à la commercialisation, aux échanges, aux importations et aux exportations de certains produits d'origine animale destinés à l'alimentation animale et à la fabrication d'aliments des animaux.

Prestations ouvrant droit à perception d'une aide

dates de réception	origines	n° des DA *	poids (t) **	barème d'aide (€/t)	montant de l'aide (€)
Total demandé					

* : n° d'ordre des documents dont le modèle est en annexe V

** : poids de déchets crus mesurés à destination

Date :

Signature (2)

Visa du contrôleur

(1) Ou équivalent pour une entreprise étrangère.

(2) Signature du bénéficiaire ou de son mandataire. Indiquer dans le cas du mandataire: la raison sociale, l'adresse, et le n° de SIRET de l'établissement.

ANNEXE V

n° d'ordre :

DOCUMENT D'ACCOMPAGNEMENT**Transport des déchets crus des industries des viandes à destination de la destruction
au sens du 1° de l'annexe du décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002**

COLLECTEUR DES DECHETS

Raison sociale, adresse et n° d'identification

Signature et cachet du responsable

COLLECTE

Véhicule : n° d'immatriculation

Date de la collecte :

Nature des déchets collectés :

établissement collecté	tampon de l'établissement	visa du responsable	poids collecté*

* poids mesuré sur un pont bascule avant la sortie de l'établissement (joindre la copie du ticket de pesée à ce document)

DESTINATAIRE

Identification : raison sociale, adresse et n° d'identification du destinataire

date d'arrivée	heure d'arrivée	poids**

** poids mesuré sur un pont bascule (joindre la copie du ticket de pesée à ce document)

Date

Signature et cachet du responsable

ANNEXE VI

n° d'ordre :

DOCUMENT D'ACCOMPAGNEMENT

**Transport transfrontalier de déchets crus des industries des viandes en vue
de leur transformation en farine à incinérer dans le cadre du dispositif d'aide à la production et à
l'incinération des farines animales (décret n° 2002-1273 du 18 octobre 2002)**

COLLECTEUR DES DECHETS

Raison sociale, adresse et n° d'identification

Signature et cachet du responsable

COLLECTE

Véhicule : n° d'immatriculation

Date de la collecte :

établissements collectés	tampon de l'établissement	visa du responsable	poids collecté*
Poids total **			

* pesé ou estimé

** poids mesuré sur un pont bascule avant le passage de la frontière (joindre la copie du ticket de pesée à ce document)

Visa du DDSV avant passage de la frontière

DESTINATAIRE

Identification : raison sociale, adresse et n° d'identification du destinataire

date d'arrivée	heure d'arrivée	poids***

***poids mesuré sur un pont bascule (joindre la copie du ticket de pesée à ce document)

Date

Signature et cachet du responsable